

Syndicalisme ou politique

Il est devenu de bon ton, même dans les milieux prétendument libertaires, d'ironiser lourdement sur ceux «qui ne vivent pas avec leur époque» et restent fidèles à la Charte d'Amiens dont on va bientôt célébrer le cinquantenaire.

Au nom de «l'efficacité», on nous adjure de renoncer à l'indépendance du syndicalisme et de participer aux jeux de la politique.

Quand on sait que lors d'un récent congrès les T.U.C. britanniques plus soucieux de la grandeur de l'Empire que du sort des ouvriers anglais, ont refusé de revendiquer la diminution de la durée de la journée de travail... on est en droit de demander des précisions quant à la prétendue «efficacité».

Les militants de la C.F.T.C., jaloux des lauriers de la C.G.T. qui ne cache pas son allégeance au Parti Communiste Français, sont, paraît-il, de plus en plus nombreux à vouloir un «socialisme démocratique»!!!

Le dernier Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O. qui, s'est tenue les 5 et 6 novembre, à Paris, a connu à la veille des élections législatives une offensive des partisans «d'un travaillisme français».

Disons tout de suite que leur tentative a abouti à un échec et que le Bureau Confédéral lui-même, par la voix de Bothereau, s'est prononcé nettement contre toute compromission politique.

Il n'en reste pas moins vrai que sept années après la scission faite au nom de l'indépendance du syndicalisme bafouée par les staliniens, certains militants F.O. n'hésitent pas à préconiser ouvertement la constitution de rassemblements politico-syndicaux.

Il paraît qu'il n'en est rien et que certains (les mêmes qui nous reprochent notre attachement à la charte d'Amiens, devenue, selon eux, anachronique) en sont restés à ces conceptions pour le moins... empreintes de naïveté.

«L'action corporative se cantonne sur le terrain bourgeois. Elle n'est pas forcément socialiste... C'est au gouvernement, c'est-à-dire au cœur qu'il faut frapper. L'action parlementaire est le principe socialiste par excellence. Il n'y a pas de place ici pour ses ennemis, ce n'est pas par l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement qui monte la garde autour de la classe capitaliste. Ailleurs, il n'y a que mystification, il y a plus, il y a trahison».

Depuis le Congrès de Londres les années ont passé. La preuve est faite que tout ce que les travailleurs ont pu obtenir dans le sens d'une amélioration de leur condition, c'est A L'ACTION CORPORATIVE, si vigoureusement dénoncée par Jules Guesde, qu'ils le doivent.

Il faut tout ignorer de la nature et du rôle historique de l'Etat pour nourrir la singulière illusion de prétendre l'utiliser au profit des salariés.

L'Etat, qu'il agisse pour son propre compte ou pour celui de la bourgeoisie est et demeurera un instrument de domination et d'exploitation.

Nos rapports avec l'Etat sont d'identique nature que ceux que nous entretenons avec le patronat: CESONT DES RAPPORTS DE FORCE.

Et le combat que nous menons contre l'Etat et le patronat ne cessera que lorsque l'Etat et patronat auront disparu.

C'est dire hélas, que notre combat n'est pas terminé.